

## Nouvelles de Bruxelles

Publié le 11 juillet 2019

Présidence finlandaise, réformes, Brexit, UE - Mercosur, UE - Canada, élections grecques...

### **Présidence tournante de l'UE : lancement de la présidence finlandaise**

Le 1er juillet, la Finlande a pris la présidence tournante du Conseil de l'UE pour les six prochains mois. La Commission s'est rendue à Helsinki le 4 et 5 juillet pour le lancement officiel. Son programme est axé autour de 4 priorités : renforcer les valeurs communes et de l'Etat de droit, rendre l'Union plus compétitive et socialement plus inclusive, consolider la position de l'UE comme le leader mondial en matière de climat, garantir la sécurité globale de tous. Une délégation Medef-Afep-France Industrie s'est rendue à Helsinki les 6 et 7 juin.

### **Les vingt-huit ministres des Finances appellent les Etats à poursuivre les réformes**

Le 9 juillet, les ministres de l'Economie et des Finances ont adopté les recommandations par pays 2019. Les volets consacrés aux politiques de l'emploi avaient été approuvés la veille par les ministres compétents. L'objectif général des recommandations est d'encourager les Etats membres à accroître leur potentiel de croissance en modernisant leur économie et en renforçant encore leur résilience. Pour la France, l'accent est mis sur la nécessaire réduction des déficits publics et sur l'indispensable baisse des impôts sur la production.

<https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2019/07/09/economic-employment-and-fiscal-policies-2019-country-specific-recommendations/>

### **Brexit : adoption de mesures d'urgence pour le budget en cas de sortie sans accord**

Le 9 juillet, les ministres des Finances ont adopté des mesures d'urgence concernant le budget de l'UE pour 2019 en cas de Brexit sans accord. L'objectif est d'atténuer l'impact d'un tel scénario sur le financement dans un grand nombre de domaines, tels que la recherche et l'agriculture. Le Royaume-Uni devra confirmer par écrit qu'il contribuera au financement du budget de l'UE pour 2019, accepter les contrôles et audits nécessaires et effectuer le premier versement au budget pour la période postérieure à son retrait.

### **UE - Mercosur : conclusion de l'accord commercial**

Le 28 juin, l'Union européenne et le Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay) sont parvenus à un accord politique. Il prévoit de supprimer la majorité des droits de douane sur les exportations de l'UE vers le Mercosur (économies prévues de 4 milliards d'euros par an) et de mettre en place des garanties juridiques visant à protéger 357 denrées alimentaires et boissons européennes reconnues comme indications géographiques. L'accord doit désormais être approuvé par les Etats membres et le Parlement européen.

### **UE - Canada : vote sur le CETA à l'Assemblée nationale le 17 juillet**

Le 3 juillet, le gouvernement français a donné son accord pour la ratification par l'Assemblée nationale de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada (CETA). La ratification est prévue le 17 juillet. Le traité doit être ratifié par les 38 assemblées nationales et régionales de l'Union européenne. L'Autriche, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la Lettonie, la Lituanie, Malte, le Portugal, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Suède, le Parlement européen et le Canada ont d'ores et déjà ratifié l'accord.

### **Elections en Grèce : le parti conservateur Nouvelle Démocratie arrive en tête**

Les élections législatives anticipées visant à renouveler pour 4 ans les 300 députés du Parlement grec se sont tenues le 7 juillet. Nouvelle Démocratie (centre droit) est arrivée en tête avec 39,85 % des suffrages et 158 sièges. Il est suivi par la coalition Syriza (gauche) menée par le Premier ministre Tsipras avec 31,5 % des voix et 86 sièges.

La coalition Mouvement pour le changement (centre gauche) obtient 8,1 % et 22 sièges, le parti communiste 5,3% et 15 sièges, Solution grecque (droite) 3,7 % et 10 sièges et le Front de désobéissance réaliste européen (gauche radicale) 3,4 % et 9 sièges. Le parti d'extrême droite Aube Dorée perd ses 18 sièges.